

CRÉATION

1983



conception **Alice Carré** et **Margaux Eskenazi**

écriture **Alice Carré**

mise en scène **Margaux Eskenazi**

Dossier pédagogique



© Loïc Nys

Théâtre National Populaire

direction Jean Bellorini

04 78 03 30 00

tnp-villeurbanne.com

avec

Armelle Abibou,
Loup Balthazar,
Salif Cisse,
Anissa Kaki,
Malek Lamraoui,
Yannick Morzelle,
Raphaël Naasz,
Éva Rami

assistante à la mise en scène

Chloé Bonifay
 scénographie
Julie Boillot-Savarin
 lumière

Mariam Rency
 son

Antoine Prost
 vidéo

Quentin Vigier
 costumes

Sarah Lazaro
 assistée de
Mélody Cheyrou
 régie générale et régie son

William Leveugle
 construction du décor et confection
 des costumes

les ateliers du TNP
 administration et production

Paul Lacour-Lebouvier
 diffusion

Label Saison – Gwenaëlle Leysieux

1983

conception **Alice Carré** et **Margaux Eskenazi**

écriture **Alice Carré**

mise en scène **Margaux Eskenazi**

Après deux spectacles sur les poétiques de la décolonisation et les amnésies coloniales, nous poursuivons notre réflexion sur les identités françaises et nos transmissions mémorielles. Ce prochain spectacle est le troisième volet de notre triptyque « Écrire en pays dominé ».

Avec *1983*, la Compagnie Nova plonge dans le virage de l'année 1983 et pose la question de l'engagement et des luttes – contre le racisme, ouvrières et médiatiques – des années 1980 à nos jours.

À la jonction de l'intime et du collectif, notre théâtre s'ancre dans un travail d'enquêtes et de recherche, qui se nourrit de la rencontre de témoins, d'associations et de relais sur les territoires. Porté par un travail de troupe, une écriture de plateau sur un temps long et une implication de tous les membres de l'équipe, nous cherchons la friction du réel et du théâtre, en nous demandant à chaque instant :

De quels récits avons-nous hérité ?

Quels récits souhaitons-nous écrire pour notre présent ?

Alice Carré et Margaux Eskenazi

Sommaire

I. Le contexte : les années 80, héritages et legs politiques	1
II. Les bornes chronologiques du spectacle 1979 - 1985	2
III. L'Histoire racontée par le prisme des médias	8
IV. Les crimes racistes	12
V. La grande heure du rock	15
VI. La pièce	16
VII. La mise en scène	20
VIII. Bibliographie	27

I- LE CONTEXTE : LES ANNEES 80, HERITAGES ET LEGS POLITIQUES

Depuis les années 1970, les crimes racistes augmentent en France. Ils font suite au choc pétrolier de 1973 et à la réduction de la main d'œuvre dans les usines où travaillent beaucoup de populations maghrébines, mais aussi aux répercussions de la guerre d'Algérie sur le sol français. Nombre de groupes d'extrême droite (Occident, Charles Martel), héritiers de l'OAS et nostalgiques de l'Algérie française s'en prennent aux travailleurs algériens, marocains, tunisiens et à leurs enfants.

Les années 1980 sont encore le théâtre de violences policières qui éclatent dans les quartiers, et aux conflits de voisinages qui se finissent parfois en tirs aux 22 long rifle sur de jeunes maghrébins.

Aux Minguettes à Vénissieux, durant l'été 83, appelé « l'été chaud », Toumi Djaïdja, alors président de l'association SOS Avenir Minguettes, est victime de blessures graves infligées par un policier en service et hospitalisé en urgence. Toumi avait voulu s'interposer entre un chien appartenant aux forces de l'ordre et un enfant.

En réponse à cette violence et à de nombreuses autres, le 15 octobre 1983, 17 jeunes Français entreprennent une longue Marche pour l'égalité et contre le racisme qui les mènera de Marseille à Paris. Inspirés par les méthodes pacifistes de Martin Luther King et de Gandhi, ces « marcheurs » revendiquent leur place, en tant qu'enfants d'immigrés et d'ouvriers, dans la société française. 100 000 personnes les attendent à Paris le 3 décembre, et François Mitterrand accède à l'une de leurs revendications : la carte de séjour de dix ans.

Cet événement est source d'euphorie. Baptisée par les médias de façon réductrice et péjorative : « Marche des beurs », cette lutte insuffle l'espoir d'une reconnaissance sociale pour les deuxièmes générations d'immigration, issues de familles du Maghreb mais totalement françaises. Au soir du 3 décembre, certains déclarent que c'est « leur mai 68 à eux ». Ils pensent avoir enterré le racisme et trouvé leur légitimité sur le sol de France. Selon l'historien algérien Mohammed Harbi : « la marche pour l'égalité enterre définitivement l'idée du retour ».

Ces enfants-marcheurs, seront désormais inscrits sur le territoire français. Le groupe de musique « Carte de séjour » avec Rachid Taha, en devient l'un des symboles. Cette fusion du rock aux accents orientaux clame que la France et son patrimoine sont leurs, qu'on y chante en arabe ou en français, qu'on y reprenne Charles Trenet (*Douce France*) ou qu'on y dénonce les mariages forcés (*Zoubida*).

Malheureusement, les mois qui suivent démentent cet espoir : les violences reprennent, le chômage augmente et les discriminations envers les fils et filles d'immigrés s'amplifient à mesure que les politiques migratoires se durcissent, l'immigration devient une thématique politique instrumentalisée par la Droite et l'Extrême droite. Le Parti Socialiste, renonçant peu à peu à son programme social, opère un « tournant de la rigueur » et s'aligne sur les politiques libérales européennes et mondiales de Thatcher, Reagan et Kohl. Ce faisant, il se coupe des

quartiers populaires. S'il dénonce le racisme, c'est en soutenant SOS Racisme en grandes pompes mais sans s'appuyer sur le tissu associatif local qui, durant toutes ces années, avait émaillé les cités et qui était porté par des enfants d'immigrés. Les quartiers populaires perdent de plus en plus leur mixité, le monde ouvrier disparaît et la gauche se désengage de ces territoires.

1983, c'est aussi l'inscription du parti fondé par Jean-Marie Le Pen en 1972 dans la vie politique française : il obtient sa première mairie à Dreux en mars 1983 et atteindra lors des régionales de 1984, 10,9% des voix. Jean-Marie Le Pen, sur l'accord de François Mitterrand, fait ses premiers plateaux télé et devient une figure médiatique. Le Président socialiste, qui souhaitait alors créer un ennemi au RPR, ouvre par calcul et par méprise la porte à ce parti.

Cette période serait selon le sociologue Stéphane Beaud, le moment d'un « rendez-vous manqué avec la gauche ».

1983 est donc un moment-charnière au niveau économique, politique et social, et c'est ce virage que nous voulons raconter, afin de comprendre le monde dont nous avons hérité.

Comme dans nos précédents spectacles, il s'agit donc de questionner notre société contemporaine en opérant un détour sur le passé.

II- LES BORNES CHRONOLOGIQUES DU SPECTACLE 1979 – 1985.

L'héritage des années 70

Penser le virage de l'année 1983 nous amène à revenir dans les années 70.

Plusieurs facteurs économiques et sociaux expliquent la tension permanente qui existe sur le sol français entre travailleurs immigrés et français :

- Fin des 30 Glorieuses, début d'une récession économique et fin du plein emploi
- Suite de mai 68 et des grèves ouvrières
- Début des licenciements dans les usines et changement des politiques migratoires dans le but d'ajuster les flux migratoires aux besoins de main d'œuvre
- Explosion des crimes racistes dans les usines et dans les quartiers populaires
- Problèmes du mal-logement qui se pérennisent
- Suites de la guerre d'Algérie et des luttes indépendantistes
- Conflits israélo-palestiniens et création de commissions pour la défense de la Palestine

1979.

La pièce commence sous le mandat du président Valéry Giscard d'Estaing, dans un contexte économique tendu : deuxième choc pétrolier, crise économique et montée du chômage, qui se double d'une politique de désindustrialisation et de contrôle accru de l'immigration.

Depuis 1974 : On observe un changement radical dans les politiques migratoires : les frontières se sont refermées et le gouvernement limite très fermement l'immigration. Cette politique justifiée par la crise économique et la montée du chômage s'accompagne d'un changement de l'opinion sur les flux migratoires.

23 mars 1979 : Marche des sidérurgistes à Paris. Les sidérurgistes de l'est de la France (notamment de Longwy en Meurthe et Moselle, ville où les ouvriers font preuve d'une mobilisation collective soutenue et durable) et du Nord montent à Paris pour défendre les emplois menacés par des plans de licenciements massifs.

Les expulsions et la « double peine » : Dans les banlieues, les jeunes enfants d'immigrés sont soumis à un contexte juridique tendu avec une augmentation du nombre d'expulsions du territoire, qui poussent les jeunes à s'organiser politiquement.

La loi dite de la « **double peine** » est fortement contestée : elle signifie qu'une personne n'ayant pas la nationalité française ayant commis une infraction ou un délit peut être renvoyée du territoire français en plus de sa peine de prison ou de son amende. Pour des jeunes nés en France ou arrivés très tôt sur le territoire français, ces expulsions sont d'autant plus violentes qu'ils ne connaissent pas le pays d'origine de leurs parents. Une lutte s'engage contre la différence de traitement, au niveau juridique, entre Français et enfants d'immigrés vivant en France et n'ayant pas encore la nationalité française.

1981

Une grève de la faim s'engage à Lyon le 2 avril 1981 pour protester contre cette loi de la double peine. Elle est menée par Christian Delorme, prêtre, Jean Costil, pasteur protestant membre de la Cimade, et Hamid Boukhrouma, travailleur algérien en instance d'expulsion. Elle se déroule au Centre Chrétien Universitaire de Lyon.

10 mai 1981 : François Mitterrand est élu président de la République contre Valéry Giscard d'Estaing qui se présente pour un second mandat. Cette victoire se fait sur un **programme commun de gauche** qui regroupe le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français. Il s'articule autour de réformes sociales (Revalorisation du salaire minimum, des prestations sociales, réduction du temps de travail, passage aux 39 heures par semaine, retraite à 60 ans, réforme de la sécurité sociale et gratuité des soins pour tous), d'un développement du service public et de nombreuses nationalisations.

Les deux premières années du mandat de François Mitterrand vont dans le sens de son programme, avec un resserrage dès l'année 1982, liée à un déficit et à un déséquilibre monétaire, qui amènera François Mitterrand à changer de politique. C'est ce qu'on appellera « **tournant de la rigueur** ».

1983 à la loupe, une année charnière

1983 est un moment-charnière au niveau économique, politique et social. Elle recoupe trois événements dont les conséquences dessinent le paysage politique de la France contemporaine :

LE TOURNANT DE LA RIGUEUR :

Le 23 mars, François Mitterrand, président socialiste arrivé au pouvoir en 1981 officialise le "tournant de la rigueur", qui pousse la France dans un virage libéral et une politique d'austérité qui tranche avec les nationalisations et les promesses sociales qui avaient porté Mitterrand au pouvoir et guidé son programme les premières années. Les mesures prises visent à réduire le déficit budgétaire, à baisser les investissements dans le secteur public et à freiner la consommation des ménages.

La France s'aligne sur l'Europe et fait le choix de rester Serpent monétaire Européen, pour cela, elle dévalue sa monnaie. Mitterrand optera donc pour un alignement avec les politiques néolibérales menées par Ronald Reagan aux États-Unis, Margareth Thatcher en Angleterre et Helmut Kohl en Allemagne.

Ce « virage » politique est considéré comme une trahison chez une grande partie de l'électorat de gauche et inscrit le choix de l'Europe et du libre-échange au cœur de la politique française.

LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME :

Le point de départ de la Marche : en juin 1983, lors d'un contrôle policier aux Minguettes, à Vénissieux en banlieue lyonnaise, Toumi Djaïdja, président de l'association SOS Avenir Minguettes vient en secours à un jeune garçon, attaqué par le chien des policiers. Le policier tire et Toumi est blessé d'une balle dans l'abdomen. Il est transféré à l'hôpital et réchappe miraculeusement de sa blessure.

En réponse à cette violence, il imagine avec le père Christian Delorme et le Djamel Attalah, une grande marche pacifique, inspirée de la marche du Sel de Gandhi et des marches de Martin Luther King, pour lutter pour la reconnaissance de leurs droits et lutter contre le racisme.

Le 15 octobre, la marche, composant au départ 8 marcheurs, majoritairement jeunes fils et filles d'immigrés, part de la cité de la Cayolle à Marseille. Ces marcheurs revendiquent l'égalité et une existence sociale, culturelle et politique. Ils atteindront Paris le 3 décembre. 100 000 personnes rejoignent le défilé après 50 jours de marche et des dizaines de ville étape.

Le 3 décembre : la marche arrive à Paris. Un petit groupe de marcheurs sont reçus à l'Élysée par François Mitterrand qui accorde aux étrangers la carte de séjour de dix ans.

C'est la première fois qu'une telle marche, luttant contre les violences policières et racistes prend une ampleur nationale.



AFP PHOTO / MARCEL MOCHET

LA MONTEE DU FRONT NATIONAL (LES ELECTIONS MUNICIPALES A DREUX) :

Le 11 septembre de la même année, le Front National, jusque-là groupe politique sans élus, fait son entrée dans le paysage politique français en remportant la mairie de Dreux aux élections partielles. Jean-Pierre Stirbois la remporte en s'alliant avec le RPR et détrône le Parti Socialiste. Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste, ancien parachutiste en Indochine et en Algérie, fervent défenseur de la colonisation, continuera sa percée en obtenant 10,95 % des sièges le 17 juin 1984. Il imposera notamment la thématique de l'immigration dans le jeu politique, avec des slogans d'exclusion : « 2 millions de chômeurs ce sont 2 millions d'immigrés de trop ».

Sa percée est accompagnée par une représentation grandissante dans les médias, avec notamment, sa première intervention à la télévision dans l'émission « **L'Heure de Vérité** » sur **Antenne 2, le 13 février 1984**. Il y pratique son art d'orateur du scandale, et introduit la plupart de ses thématiques-phares, une politique anti-immigration (tout en se dédouanant de tout « racisme »), l'insécurité, la priorité nationale. Le lendemain de l'émission, de nouveaux adhérents se ruent dans les locaux du FN, et Le Pen devient une figure incontournable des médias.

31 décembre 1983 – début janvier 1984 : depuis 1982, des **grèves s’organisent dans les usines automobiles Talbot à Poissy et Peugeot à Aulnay** en réaction aux plans de restructurations dans l’automobile. À la fin de l’année 1983, la grève débute à Talbot Poissy suite aux annonces de licenciements massifs. Ces mises au chômage concernent en premier lieu les OS (Ouvriers Spécialisés), postes les moins qualifiés et les plus précarisés dans l’usine, majoritairement tenus par des immigrés. Ceux-ci se mettent en grève pour défendre leurs droits, appuyés par les syndicats CFDT et CGT. Les tensions montent dans les derniers jours de l’année 1983. La CSL (Confédération des Syndicats Libres) créée par des hommes de droite et d’extrême droite collaborationniste, proche du patronat, a divisé les rangs et monté des ouvriers blancs contre les ouvriers immigrés. Des ouvriers non-grévistes lancent l’assaut contre les grévistes et font acte de violence. Les patrons font évacuer l’usine. Sur le parking, on entendra les slogans racistes : « Au four, à la Seine ». Ces épisodes s’étendront au début de l’année 1984. Ils constituent un moment de fracture au sein du corps ouvrier et montrent comme les discours politiques anti-immigration ont gagné les esprits.

EXTRAIT 1. Texte de Vincent Gay, sociologue.

« Des grèves de la dignité aux luttes contre les licenciements : les travailleurs immigrés de Citroën et Talbot, 1982-1984 » – Revue *Contretemps*, 3 mars 2013.

Arguant de sa mauvaise santé financière et de la baisse de ses ventes, le groupe Peugeot souhaite procéder à un vaste plan de suppressions d’emplois et ainsi opérer une restructuration de ses usines. En juillet 1983, il annonce ce plan qui menace 4140 emplois à Talbot, 4000 pour la marque Peugeot et 4500 pour Citroën. L’usine de Poissy est particulièrement concernée puisque, outre les préretraites, 2905 licenciements sont prévus, qui doivent toucher essentiellement les ouvriers sur chaîne, immigrés pour la plupart.

Premiers concernés, les ouvriers de Talbot se mobilisent dès l’été puis entament une grève avec occupation de l’usine le 7 décembre 1983. Des négociations entre le groupe Peugeot et le gouvernement aboutissent à baisser le nombre de licenciements à 1905 et à enrichir le plan social de nouvelles clauses. Si le début du mouvement avait montré une forte unité parmi les salariés et une mise entre parenthèses des divisions syndicales entre la CGT et la CFDT, les nouvelles propositions de la direction de l’entreprise créent le trouble.

Alors que le gouvernement semble se satisfaire de ces décisions, la fédération de la métallurgie CGT parle d'une « première avancée constructive », tandis que la section CGT de l'usine appelle à poursuivre le conflit pour l'ouverture de négociations. L'ambivalence de la position de la CGT mine la confiance des ouvriers, et lorsqu'arrivent les lettres de licenciement, se confirme le caractère ethnicisé des suppressions d'emplois, puisque parmi les licenciés 80 % sont étrangers et parmi les 20 % restant, une majorité est originaire des DOM-TOM. Les licenciements touchent également fortement les équipes syndicales, cinquante délégués de chaînes CGT et quinze de la CFDT étant licenciés.

Si le conflit se poursuit tout au long du mois de décembre, la désunion syndicale est de plus en plus forte, le nombre d'occupants de l'usine de moins en moins important, et la fin du conflit est particulièrement violente. Entre le 3 et le 5 janvier 1984, les grévistes sont attaqués par les militants de la CSL, secondés par un groupuscule d'extrême-droite²⁰, mais aussi par d'autres travailleurs non syndiqués. La violence physique de ces affrontements, qui font plusieurs blessés, obligent les syndicats à faire appel aux forces de l'ordre pour évacuer les grévistes qui sortent sous les huées, les cris et les slogans « les Arabes au four », « les Noirs à la mer ».

1984

1^{er} Décembre 1984 : un an après la Marche de 1983, des jeunes de toutes origines traversent la France depuis cinq villes différentes en mobylette pour converger jusqu'à Paris. C'est **Convergences 84**. Leur slogan « La France, c'est comme une mobylette, pour avancer, il lui faut du mélange ». Cette initiative revendique la multiculturalité de la France.

Les **Tentatives de fédération du « mouvement beur »** : en juin et juillet 1984 se tiennent des Assises Nationales de l'Immigration à Vaulx-en-Velin et à Saint-Étienne. Le but est de profiter de la visibilité et de l'élan que la marche a donné à ce mouvement, et de coaguler les forces militantes pour revendiquer la place des deuxièmes générations d'immigration dans le paysage politique français. Les débats tournent autour du communautarisme maghrébin ou de l'ouverture à d'autres minorités, et les différents collectifs et associations, très disparates dans leurs formes et leurs désirs,

1985

25 juin : premier concert de SOS Racisme, place de la Concorde. Le concert « des potes » rassemble 500 000 personnes.

SOS Racisme est fondé le 15 octobre 1984 dans les cercles proches du Parti Socialiste. L'association est impulsée par Julien Dray et Harlem Désir, tous deux issus du mouvement étudiant et trotskyste. Elle est créée un an après la Marche pour l'égalité et contre le racisme dans un contexte politique d'inscription du Front National dans le paysage politique français. Les premières petites mains jaunes, symboles de SOS, sont distribuées à l'arrivée de Convergences 84 à Paris, deuxième marche après celle de 1983. Le sentiment, largement

partagé dans le milieu associatif, de récupération du mouvement des banlieues, a commencé dès cet instant.

Le livre *Histoire secrète de SOS Racisme* écrit par Serge Malik, l'un des fondateurs du mouvement et qui en démissionnera, dénonce - comme François de Closets - une instrumentalisation politique de l'antiracisme à travers SOS Racisme, une sur-représentation de membres de l'Union des étudiants juifs de France et une marginalisation des militant.e.s des quartiers populaires. L'hostilité de SOS et le sentiment de récupération du combat ne s'est jamais dissipé.

Dans ses premières années, l'association mène plusieurs actions très médiatiques, dont la plus marquante est le « Concert des Potes ». Le premier a eu lieu le 15 juin 1985 avec beaucoup d'invité.e.s de la chanson française. La petite main jaune est devenue le symbole de l'antiracisme et circule allègrement dans toutes les manifestations de l'époque.

SOS Racisme milite pourtant concrètement pour des actions anti-racistes et une lutte contre la montée de l'Extrême droite. Une ligne téléphonique a pour but de recueillir tous les problèmes de racisme vécus au quotidien (discriminations à l'embauche, au logement, harcèlement et violences au travail ou dans l'environnement social...), et de proposer un accompagnement juridique ou psychologique.

III- L'HISTOIRE RACONTÉE PAR LE PRISME DES MEDIAS

Les années 1980 voient le rapport au média se transformer et c'est à travers cette évolution que nous est racontée l'histoire des personnages de *1983*. En 1979, au moment où la pièce commence, la radio et la télévision sont encore soumises au monopole d'État, les médias ne sont pas libres.

1. LE MONOPOLE D'ÉTAT.



Depuis 1945, seules les chaînes publiques appartenant à l'Etat sont autorisées à émettre. En 1975, il n'y a donc que trois radios : France Inter, France Culture et France Musique. Il faudra attendre le 28 novembre 1982 pour que François Mitterrand abroge ce monopole, et que les ondes puissent être libres.

2. LES RADIOS PIRATES

Dès les années 1970, des radios pirates se mettent vite en place pour la liberté des ondes et émettent depuis des antennes situées de l'autre côté des Frontières. Des petites radios clandestines émettent aussi depuis le territoire français avec du matériel pirate. Les émetteurs sont souvent moins puissants que les émetteurs officiels, ils captent depuis les toits, dans les chambres de bonnes, ils émettent en modulation de fréquence (Radio Verte, Onz'débrouille, Radio Ninin, Radio Ivre, Radio Montmartre).

Les radios libres fleurissent dans les années 80, avec une liberté de ton qui tranchent avec le sérieux des radios publiques. Contestation politique (radios syndicales et militantes, radio du Parti Socialiste), émissions musicales (Rock, Reggae, Punk, etc.), discussions entre amis, humour et libération sexuelle, on trouve de tout sur les ondes, et cette liberté effraie l'état qui ne veut pas perdre le contrôle des ondes.

Valéry Giscard d'Estaing met donc en place des systèmes de brouillages – qui émettent des sons forts sur les mêmes fréquences que les radios libres et empêchent d'entendre leur contenu -, la police traque aussi les ondes et débarque dans les locaux ou coupe l'électricité de l'immeuble entier. La chasse entre l'État et les pirates des ondes est virulente et force les radios à déménager, changer de fréquence, à rester mobiles et adaptables.

Après 1982 et la libération des ondes, de nouvelles radios fleurissent et se volent les fréquences. Bientôt, les radios se commercialisent et le secteur privé investit le champ de la radio, une autre page de l'histoire se met en place, ressemblant à la réalité que nous connaissons aujourd'hui.

3. LES RADIOS DE LA FICTION

Radio Fierté Ouvrière



Inspirée de la radio **Lorraine Cœur d'Acier**, initiée par la CGT, qui suivra les mouvements de contestation ouvrières dans le bassin lorrain dans la ville de Longwy, et sera l'un des hauts lieux de ralliement et d'organisation de la lutte, Radio Fierté ouvrière est une radio fictive qui suit les contestations ouvrières depuis la région parisienne.



Image extraite du film *Lorraine, Cœur d'Acier* de Jean Serres et Alban Poitier

Radio Système D.

Inspirée des radios militantes fondées dans les banlieues, Système D relaie les problèmes des immigrés et appelle à des rassemblements et des actions militantes. Elle s'inspire de différentes radios fondées par de jeunes immigrés : Radio Goutte d'Or devenue Radio Soleil à Paris, Radio Gazelle à Marseille, Radio Beur, Radio Pipelette à Lyon...

Toutes ces radios participent à l'émergence de ce mouvement d'héritiers de l'immigration en politisant ces classes ouvrières et leurs enfants et en fédérant les luttes. La radio est un outil d'émancipation très important, notamment pour des classes ouvrières qui ne sont pas habituées à s'exprimer publiquement. Elle sort également beaucoup de jeunes et d'ouvriers de l'isolement et permet de relayer les formes artistiques de la jeunesse qui émergent dans les années 1980.

4. La télévision

La télévision, elle aussi libérée de l'emprise de l'État, devient une nouvelle actrice de la démocratie française dans les années 1980. Elle rebat les cartes du journalisme et du jeu politique.

Extrait 2. Evelyne Cohen, *La télévision dans les démocraties. Années 1930-années 1980*
Revue AMNIS, N°4, Médias et pouvoirs en Europe et en Amérique du XIX^e siècle à nos jours
(openedition.org)

À partir du milieu des années 1970, les modèles hérités de l'après-guerre et en particulier le modèle français de télévision publique contrôlé par l'État est remis en cause. L'audiovisuel déréglementé s'ouvre aux nouvelles technologies, est transformé par la vague du libéralisme politique et économique des années 1980. On assiste alors à une redéfinition des contenus politiques et culturels dans un contexte marqué par le développement des chaînes privées, par l'essor du câble et du satellite.

(...)

Dans les années 1980, on peut observer un double mouvement d'autonomisation, de distanciation de l'audiovisuel et du pouvoir politique, en même temps que s'affirme avec force le « pouvoir des médias ». Les études menées dans « Télévision et démocratie » par Jean-Pierre Esquenazi montrent la constitution, après l'élection de Giscard d'Estaing d'un « réseau politicien » caractérisé par une forme « d'alliance » entre politiques, journalistes et médias de masse. Au milieu des années quatre-vingt :

Les institutions médiatiques deviennent une force capable d'imposer sa loi au monde politique. Le réseau politicien devient un réseau médiatique et la télévision éclate.

Une émission L'heure de vérité de Henri de Virieu a été le « cadre de la majorité des événements politiques de la décennie 80 ». Son producteur la présente comme un « nouvel âge de la démocratie ».

Une série de lois ponctuent en France cette évolution qui de façon concomitante autorise la création d'un secteur commercial de la télévision et la création de chaînes commerciales. 101 ans après la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, la loi Fillioud du 29 juillet 1982 met fin au monopole de programmation³⁹ et permet le lancement de Canal-plus, de la Cinq et

de TV6. La création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle⁴⁰ (1981-1986) permet de constituer un écran entre les pouvoirs publics et la télévision tout en veillant au respect des missions du service public. En 1986 La loi Létard autorise la privatisation de chaînes publiques. Pour la première fois dans une démocratie occidentale, en 1987 une chaîne publique TF1 a été privatisée⁴¹. « La une » affirme clairement son nouveau credo : elle ne veut faire ni du culturel, ni du politique, ni de l'éducatif. Seule l'intéresse la distraction : les jeux, les variétés, le sport. Elle est financée par la publicité. Le 17 janvier 1989 la loi Tasca a créé la présidence commune A2 et FR3.

Dans la plupart des pays d'Europe l'évolution est comparable : le régime du monopole a été mis à mal. La question du respect des libertés démocratiques est un enjeu politique qui voit s'affronter les différents courants politiques dans une sorte de surenchère. La Grande-Bretagne connaissait déjà un fort secteur commercial (on parle du « modèle anglais ») mais celui-ci est maintenant adopté en Italie (1976), en France, en Espagne, en Allemagne (1985). En Allemagne, en 1986, le tribunal constitutionnel garantit l'existence des chaînes publiques en leur attribuant des missions précises en matière de culture, d'éducation et d'expression des minorités. Quant à la télévision privée, elle a une vocation prioritaire pour le divertissement. De plus, en Europe, chaque télévision se doit aujourd'hui de prendre en compte un ensemble, national, européen, international.

39 Article 1er : « La communication audiovisuelle est libre » ; article 2 : « les citoyens ont droit (...)

40 Elle est remplacée par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) en 1986 (...)

41 Les acquéreurs sont Bouygues, Maxwell, la GMF, Les éditions mondiales, Bernard Tapie.

IV- LES CRIMES RACISTES

Depuis les années 1970, les crimes racistes à destination des enfants d'immigrés sont extrêmement nombreux. Ils sont fomentés par différents groupuscules d'extrême droite (Occident, Ordre Nouveau), par des réseaux d'anciens de l'OAS (Organisation armée secrète, groupe terroriste, pro-Algérie Française, qui s'est opposée à l'indépendance de l'Algérie par des attentats à la bombe sur les territoires français et algériens), par des policiers, des voisins ou citoyens armés, qui tirent depuis leur balcon, tabassent des hommes racisés à la sortie d'un bar, etc. La quasi-totalité de ces meurtres sont classés sans suite après des enquêtes bâclées. Lorsqu'il y a des peines de prison, elles sont très courtes, les meurtriers bénéficient souvent de circonstances atténuantes et leurs peines sont souvent de quelques années avec sursis.

Pour lutter contre ces crimes, les immigrés s'organisent politiquement.

EXTRAIT 3. Entretien avec Rachida Brahim, autrice de *La Race tue deux fois*, dans la revue Jefklak.org

« En ce qui concerne le sujet que je traite, je me suis intéressé à deux figures stigmatisées de l'homme arabe : celle du « travailleur arabe » dans les années 1970 puis celle du « jeune de

banlieue » dans les années 1980-90. Dans un contexte de crise économique et de restriction de l'immigration, les premiers ont été perçus à travers l'insalubrité de leur logement, leur propension à la criminalité ou encore leurs capacités à troubler l'ordre public. Dans un contexte de développement des grands ensembles et de constante hausse du chômage, les seconds ont hérité des stigmates des pères. Ils ont, par ailleurs, régulièrement été présentés comme des délinquants, des jeunes assistés ou inadaptés, sachant que les médias ont tenu une place décisive dans le renforcement des catégorisations ethniques. »

L'année 1973 :

En 1973, onze ans après la signature des Accords d'Évian et en pleine crise économique avec le premier choc pétrolier, les travailleurs étrangers, en grande majorité nord-africaine, sont la cible quotidienne d'agressions et de meurtres racistes. Le racisme anti-arabe trouve une partie de sa légitimation dans la crise économique et dans la nostalgie de l'Algérie Française.

Beaucoup de ces violences sont perpétrées dans la région de Marseille, port d'arrivée de l'immigration algérienne et des européens d'Algérie à partir de 1962. L'été et l'automne 1973 sont particulièrement violents. L'attentat meurtrier du 14 décembre 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille, faisant quatre morts, reste dans les mémoires. Il est revendiqué par une organisation se disant composée d'anciens Français d'Algérie, le Club Charles Martel. Les auteurs n'ont jamais été identifiés.

En juin 1971, le quotidien El Moudjahid alerte sur « l'offensive de haine contre les émigrés algériens en France », et dénonce une campagne raciste dans la presse française et des expéditions punitives qui font suite à la décision prise en février 1971 de nationaliser le pétrole algérien. Le Mouvement des travailleurs arabes (MTA) tente d'alerter l'opinion, notamment après les assassinats à Paris de Djellali Ben Ali en 1971 et de Mohammed Diab en 1972. De grandes manifestations sont organisées à Paris vers Barbès en soutien aux familles des victimes.

La liste des morts entre 1973 et 1983 ne fait que s'allonger. La marche pour l'égalité et contre le racisme trouve dans cette violence quotidienne sa première impulsion et sa principale revendication : l'égalité des droits et la fin de l'impunité des crimes racistes.

Liste des morts de l'année 1983

23 janvier 1983, Ajaccio, Mimoun Abaran, 20 ans, marocain, est tué à coups de 7,65 par deux hommes à moto.

14 février 1983, Châtenay-Malabry, trois flics prennent en chasse un jeune tunisien Nasser Mraïdi qui roulait en mobylette sans casque. Le brigadier Lapeyre tire "accidentellement".

Nuit du 3 au 4 mars 1983, Adou Bourras, 54 ans, marocain, meurt dans l'incendie du foyer Sonacotra de Corbeil, au cours duquel 35 personnes seront blessées.

5 mars 1983, Montreuil, Abdelkader Aouimer est blessé par un policier parce qu'il se sauvait après avoir tenté de rentrer sans payer dans un cinéma.

14 mars 1983 Jean Christophe Latchouman, gitan, 11 ans, est déchiqueté par une bombe à La Cayolle, Marseille.

15 mars 1983, Paris, Benjamin Messika, 29 ans, tunisien, est abattu place de la Nation par un policier de la brigade de répression du banditisme qu'il menaçait avec un couteau.

24 avril 1983, Mohamed Fenane, 65 ans, marocain, meurt carbonisé dans l'incendie d'une cité de transit insalubre à Colombes, gérée par la Sonacotra, ainsi que sa fille Fatia Fenane, âgée de 19 ans.

17 juin 1983, Livry Gargan (93), Moussa Mezzogh, 19 ans, algérien, est abattu par un vigile de supermarché, pour 3 blousons volés.

Nuit du 18 au 19 juin 83, Lyon, Les Minguettes, Toumi Djaïdja, 20 ans, est grièvement blessé au ventre par un flic qui avait lâché son chien sur un jeune.

25 juin 1983, Rieux (Oise), Saïd Mechta, 44 ans, algérien, est assassiné à coups de couteau et de gourdin par son propriétaire qui voulait l'expulser de son logement.

7 juillet 1983, Var, Medjahri Hadj, 20 ans, algérien, tué d'une balle dans le coeur par un gendarme alors qu'il tentait de s'enfuir, menottes aux mains, lors d'un transfert judiciaire à la gare des Arcs.

9 juillet, la Courneuve, Toufik Ouannes, 9 ans et demi, est abattu d'une balle en plein coeur à la cité des 4000, par un voisin qui ne supportait plus le bruit des pétards avec lesquels jouaient les enfants.

12 juillet 1983, St Ouen, un martiniquais est mortellement blessé par le conducteur d'une voiture sur laquelle il urinait.

Nuit du 14 au 15 juillet 1983, Paris 6ème, Abdelkaderil Benarbi, 23 ans algérien, mortellement blessé par un policier alors qu'il s'enfuyait après avoir commis une agression.

20 juillet 1983, Grenoble, Ahmed Benkhellil, 17 ans, algérien, est abattu dans une cité à parce qu'il faisait trop de bruit.

27 juillet 1983, Cergy Pontoise, Abdelkrim Amouri, 29 ans, algérien, est violemment agressé par des inconnus. Il meurt à l'hôpital des suites de ses blessures.

27 juillet 1983, Paris (XX ème), Moktar Mamadou Boireau, 26 ans, guinéen, est abattu dans l'arrière-cour d'un immeuble rue des Vignolles, par un retraité qui n'admettait pas "qu'il descende se doucher à poil".

30 juillet 1983, Lyon, M'hamed Thamin, 40 ans, algérien, est assassiné aux Brotteaux dans des circonstances mystérieuses.

9 août 1983, Montreuil, Djamel Kherkour, 23 ans est assassiné à coups de 22 LR par un surveillant bénévole, lors d'un cambriolage.

10 août 1983, Aix en Provence, Salim Grine, 18 ans, est tué par un commando raciste.

13 août 1983, Chamblay, un jeune gitan est tué par un gendarme lors d'un contrôle d'identité.

17 août 1983, Gimont (Gers), Ghalem Sebaa, 70 ans, est mortellement blessé d'une balle de 22 long rifle à lunette, tirée par un adolescent.

18 août 1983, Bastia Boumed Lhachmi, 55 ans, est assassiné à coups de barre de fer par un raciste notoire.

25 août 1983, Bondy, Areski Sardi, descendu de chez lui pour acheter des cigarettes, se fait tirer dans le dos par Vincent Delebrel, sympathisant FN.

26 août 1983, Paris, Mohamed Abdelali, 21 ans, pickpocket, est tué d'un coup de feu en pleine poitrine par un policier qu'il menaçait d'un morceau de verre place de la Madeleine.

27 et 28 août 1983, Paris, un jeune arabe est tué d'une balle en pleine poitrine par un policier après une course poursuite sur les toits, place de la Madeleine.

26 octobre 1983, Montpellier, Houcine Bouziane, 18 ans, est tué par un pompiste.

15 novembre 1983, Train Bordeaux-Vintimille, Habib Grimzi est tabassé à mort, défenestré et jeté sur la voie publique par Xavier Blondel, Marc Beani, Anselmo Elviro Vidal, candidats à la légion étrangère.

21 novembre 1983, Lyon, Abdelhamid Benatir, 17 ans, est abattu aux Minguettes d'un coup de fusil dans le dos.

27 novembre 1983, près d'Alès, Ahmed Benkerrache, 20 ans, algérien, est assassiné à St Martin de Valgargue.

3 décembre 1983, Perpignan, Habib Djabri, 34 ans, est battu à mort par deux videurs d'une boîte de nuit, qui lui refusaient l'entrée.

V- LA GRANDE HEURE DU ROCK

LE GROUPE CARTE DE SEJOUR



Fondé par les deux frères Mokhtar et Mohamed Amini en région lyonnaise, le groupe Carte de Séjour accueille bientôt Rachid Taha, puis à partir de 1982, le guitariste Jérôme Savy. Ensemble, ils défendent un rock aux paroles engagées métissée parfois d'accords orientaux. Les chansons sont chantées dans un arabe imparfait, ce qui parle à une jeunesse immigrée de la deuxième génération qui a parfois perdu la langue de leurs parents. Le chanteur prend comme sujet les mariages forcés, les crimes racistes, les problèmes des jeunes des banlieues. Le groupe reprend également la chanson de Charles Trenet « Douce France », qui deviendra un symbole de la France multiculturelle.

Le groupe joue en soutien à la marche, aux concerts-meetings, et devient une icône de cette jeunesse des banlieues. Mais selon eux, ils voulaient juste faire du rock comme les Clash ou les Rolling Stones.

ROCK AGAINST POLICE : LE ROCK AU SERVICE DU MILITANTISME

Inspiré de l'initiative anglaise de concerts-meetings *Rock Against Racisme*, *Rock Against Police* fédère des groupes de différentes banlieues parisiennes (Paris, Vitry, Nanterre, Cergy, Argenteuil...) autour de la lutte contre les violences policières et les crimes racistes. Les concerts sont gratuits et se passent au cœur des immeubles. Ils revendiquent l'expression artistique et politique des jeunes des banlieues. Accompagnés par la distribution de journaux-tracts qui reproduisent l'actualité militante, ces concerts sont des moments d'ébullition et de circulation des idées et des réseaux.

Le principe des concerts-meeting est repris par le collectif Zaâma d'banlieue qui organise aussi des concerts dans les banlieues lyonnaises.

VI- LA PIÈCE

1. NOTE D'INTENTION DE L'AUTRICE

1979. Des militantes captent les ondes pour y diffuser leurs émissions pirates, faisant fi du monopole d'État qui n'autorise que l'ORTF. Ils en appellent à la justice et à l'égalité dans une France qui ne traite pas de la même manière ses citoyens français et les fils d'immigrés.

Dalila, Assia, Mohamed et Samir, viennent des Minguettes à Vénissieux, de Nanterre, des HLM et des cités de transit. Ils aiment le reggae de Bob Marley et les Clash, le rock et ils n'écoutent pas le raï de leurs parents. Ils veulent étudier et vivre mieux que leurs aînés. Ils ne sont pas politisés mais croient à la mobilisation collective et citoyenne. Ils en ont marre de voir leurs

amis expulsés, leurs frères tués, ils veulent vivre librement sur le sol de France, alors ils s'organisent, en lançant des concerts-meeting et impriment des fanzines.

Au même moment, Christian et Guy, journalistes militants abreuvés à la lutte des classes, se réunissent pour une émission d'actualité syndicale et politique. Ils occupent un petit local clandestin à Paris où ils accueillent des ouvriers et des camarades. Ils suivent le fil des grèves et des mobilisations, fêteront l'arrivée de la gauche au pouvoir et se diviseront sur le cas du PS. Faut-il soutenir ou rompre avec Mitterrand lorsqu'il optera pour « le tournant de la rigueur » ? Dans les usines automobiles Talbot à Poissy, Pierre est aux premières loges des chutes de production et de la montée du chômage. Il voit monter les discours xénophobes et les violences à l'encontre des travailleurs immigrés, premières cibles des licenciements et plus précaires. Il vient en aide à son voisin, victime des violences et à ses amis et mène une lutte ardente.

Issue d'un long travail d'enquête et de documentation, la pièce 1983 choisit de raconter le réel par la fiction. L'écriture déploie plusieurs strates : celle des personnages, celle d'une voix narrative qui présente les faits et les relie, et celle de l'enquête, qui désirent rendre visibles les personnes rencontrées durant la recherche, qui ont inspiré le travail.

Les trois lignes se complètent et se répondent. Dénonçant la fabrique de la fiction et l'alimentant tour à tour, les extraits d'entretiens filmés rendent la parole aux jeunes des années 1980, devenus soixantaines, à qui la société n'a donné que peu de visibilité. Dans une histoire où chaque personne rencontrée dit ne pas avoir eu de place, avoir été récupérée, nous souhaitons remettre au premier plan ces acteurs de l'histoire occultés. 1983 travaille les ruptures de rythme et de ton. Alliant discours politique et registre comique, tragique et absurde, le texte espère échapper à tout didactisme et à toute simplification. En plaçant le focus sur l'humain, l'objectif est d'interroger les répercussions des politiques sur les individus.

L'écriture cherche à montrer la pluralité des parcours, des origines et cherche à échapper à une unicité de point de vue. En effet, au cœur de l'enquête se trouve la divergence sur les événements vécus : élection de Mitterrand, récupération politique par SOS Racisme, incapacité à se fédérer et à dépasser des querelles politiques internes. La pièce fait le récit de plusieurs espoirs déçus et, de ce fait, elle doit porter la trace de ces divisions tout en les dépassant pour pointer les résultats. Politique au sens large, la pièce questionne le contemporain à la façon d'un détour, en auscultant le passé.

Alice Carré

LES PERSONNAGES

Les personnages sont extrêmement nombreux. Il y a des figures principales et des rôles plus secondaires qui sont liés à l'émergence des mondes décrits.

La fiction s'organise entre trois sphères : le militantisme des jeunes des banlieues, les journalistes et les médias, le monde ouvrier. Chaque monde a son pendant intime. On voit ainsi chacune des militantes avec l'un de leurs parents, on suit Pierre dans sa relation intime avec sa femme.

Les militant.e.s

Dalila

Fille d'ouvrier algérien, ancien militant au FLN, immigré en France. Dalila vit à la cité des Minguettes à Vénissieux, en banlieue lyonnaise, avec sa famille. Elle milite dans un groupe de jeunes femmes immigrés qui se luttent contre la Double peine et les expulsions, et les crimes racistes. Avec son amie Assia et leurs soutiens, Jacques et Marc, elles émettent depuis des ondes pirates avec Radio Système D pour communiquer autour de leurs actions.

Assia

Fille de harkis, Assia grandit dans une cité de transit près de Lyon. Depuis le décès de son père, elle vit seule avec sa mère. Comme Assia, elle milite dans des collectifs de jeunes immigrés et se bat pour les droits de ses frères et sœurs.

Assia et Dalila font partie de cette génération de filles d'immigrés qui vont rompre avec le « mythe du retour » de leurs parents, qui pensent toujours leur vie en France comme une transition, liée à des nécessités économiques. Elles affirment être françaises et se battre pour leurs droits sur le territoire.

Mohamed

Mohamed grandit avec ses parents et ses frères à la Cité Gutenberg à Nanterre, dans les banlieues parisiennes. Son frère Djamel est assassiné suite à des violences racistes. Mohamed décide donc de s'engager et de rejoindre un collectif de jeunes qu'il rencontre à Rock Against Police. Avec Samir, ils engageront une relation fraternelle, qui substituera peut-être pour Mohamed ce grand-frère perdu.

Samir

Plus âgé que Mohamed, Samir est entré dans la lutte depuis son plus jeune âge. Il a grandi dans les bidonvilles de Nanterre. Son père est mort le 17 octobre 1961, bravant le couvre-feu imposé aux algériens, et tué, comme des milliers d'algériens ce jour-là, dont les corps furent jetés dans la scène.

Les JOURNALISTES

Christian

Rêvant de faire une grande carrière journalistique, Christian trouve du matériel pour émettre et crée sa petite radio pirate d'actualité politique. Il y accueille des syndicalistes et des ouvriers,

et décortique les revues de presse à l'aide de son acolyte Guy, dont l'œil critique est très exercé à l'exercice. Christian aime aussi voir son émission comme le lieu d'un renouveau, il veut y faire découvrir des musiques et rêve d'être à la pointe de l'actualité internationale. Il se sent bientôt limité à Fierté Ouvrière et décidera de rejoindre la télévision et la chaîne Antenne 2.

Guy

Abreuvé à la Lutte des classes, fils d'ouvrier et militant ayant trouvé son moyen d'expression à travers la radio, Guy découpe méticuleusement les articles de tous les journaux d'actualité qu'il analyse sans relâche. Proche du PCF et des traditions ouvrières, il est catastrophé par le « tournant de la rigueur » que prendra Mitterrand et le PS. Il se séparera de Christian, qui ne partage pas ses réserves politiques. Guy rejoindra la presse écrite et le journal l'Humanité où il gardera sa ligne éditoriale.

Le monde ouvrier

Pierre

Ouvrier chez Talbot, Pierre n'est pas concerné par les plans de licenciements, mais il se lance dans le combat aux côtés des OS, en militant auprès de la CGT. Il est une figure du militantisme uni entre français blancs et français immigrés, qui existait fortement depuis les années 50. Sa rupture avec la lutte préfigurera la division de ces deux franges du prolétariat.

Christine

Femme de Pierre, Christine travaille comme employée dans les usines de fabrication de billets de la banque de France. Elle voit d'un mauvais œil l'engagement de son mari, qui passe trop de temps à militer, et qu'elle préférerait voir en train de se reconvertir.

Anne

Fille de Pierre et Christine, Anne vit une amitié fusionnelle avec la fille de ses voisins, Taous.

Nejib

Voisin de Pierre et Christine, il est OS chez Talbot. Père de famille nombreuse, la menace de licenciement, puis la perte effective de son travail le plongera dans une situation très difficile, économiquement et psychologiquement.

Michou

OS chez Talbot, Michou vient d'être augmenté. Il milite au départ à la CGT puis bascule à la CSL, par envie de progression. Sa situation familiale compliquée et de fragilité le pousse à adhérer au discours anti-immigration et à devenir un électeur du Front National. Il est l'exemple de ces ouvriers qui basculent de l'extrême gauche à l'extrême droite dans les années 1980, sans avoir l'impression de servir une idéologie raciste mais en y cédant malgré tout.

VII- LA MISE EN SCÈNE

1. NOTE DE LA METTEUSE EN SCÈNE

Margaux Eskenazi

Grâce à une longue et vivace collaboration, nous aiguïsons, une fois de plus, notre méthodologie avec Alice Carré pour ce troisième volet d'« Écrire en pays dominé » : *1983*. Après un long temps de recherche qui s'étend sur plus de deux années, nous sommes aujourd'hui à l'aboutissement d'un travail de co-conception avec Alice Carré puis d'écriture signée par Alice Carré et de pensée du plateau pour moi. L'écriture scénique que je développe se pense comme un rhizome, initiée dès *Nous sommes de ceux qui disent non à l'ombre* puis prolongée dans les spectacles suivants (*Et le cœur fume encore*, *Gilles ou qu'est-ce qu'un samouraï ?*), avec *1983* elle se précise encore. Son principe de construction est la multiplicité de strates narratives, de registres de jeu et des trames d'écriture - poétique, politique et intime. Cette multiplicité est notre réponse théâtrale à la complexité des enjeux que nous traitons.

C'est un spectacle aux multiples-entrées, sans porte unique ni centre prédéfini. Il est tentaculaire, contradictoire et complémentaire. Aujourd'hui, la plongée dans les années 1980 et ses mémoires nous emmène à conclure notre triptyque en se rapprochant encore plus de notre présent. Nous travaillons avec les mêmes armes que dans les précédents spectacles mais avec une lame encore plus aiguisée. Le plateau est notre champ d'expérimentation : comment témoigner de l'opacité, de l'oubli, de nos héritages et de nos luttes ? Nous clôturons notre trilogie par la question de l'ensemble et du collectif. D'un collectif pluriel et singulier, fait de la matière de nos identités créolisées. *1983* est un spectacle sur les mémoires des luttes – contre le racisme, ouvrières, médiatiques. *1983* est un spectacle pensant l'intersectionnalité des combats. Avec un dispositif scénique offrant différents cadrages, différentes strates de jeu et différents plans, nous faisons co-exister des lieux et des époques multiples, successivement ou simultanément. La porosité des espaces témoigne de la circulation des corps, des récits et des mémoires qui se chevauchent et s'interpénètrent.

1983 est un spectacle-mondes où les vivants, les morts et les fantômes peuplent le plateau pour dessiner la puissance des engagements. Les acteurs présents presque en permanence sur scène pour jouer, regarder ou accompagner, deviennent des passeurs de temps du passé au présent. Sans principe de réalisme stricte entre l'acteur et le rôle, avec une puissance d'incarnation qui est notre identité, nous décolonisons et dégenrons les imaginaires. *1983* est aussi un spectacle de fidélité de compagnie et l'expression de notre collectif.

2. LA SCÉNOGRAPHIE



Photo de répétitions prise par Loïc Nys



Photo de répétitions prise par Mariam Rency, éclairagiste

NOTE D'INTENTION DE LA SCÉNOGRAPHE

Julie Boillot-Savarin

La scénographie évoque une architecture urbaine sans en figer la fonction. Elle se compose de fragments indiciaires qui projettent le spectateur tantôt dans les locaux d'une radio tantôt dans l'intérieur intime d'un salon ou bien encore sur une scène de concert en plein air.

La configuration angulaire du dispositif permet de créer un espace central de rencontres et d'entrecroisements à l'instar d'une place publique. L'espace est hybride et pluriel, il s'apparente à une cartographie rhizomique.

Son esthétique puise ses ressources dans la matière textuelle et dans l'époque à laquelle elle fait référence, son iconographie, sans nécessairement chercher à en créer l'illusion.

Cette polyvalence répond à la multiplicité des géographies et des temporalités du texte.

La stratification en une multitude de plans dynamiques permet d'opérer des scènes simultanées et des transitions en tuilage. D'un espace à l'autre, le regard circule.

Les différents matériaux à l'œuvre, leurs qualités opaques à transparentes, ainsi que la profusion des ouvertures, proposent une diversité de degrés de visibilité, de cadrages et d'échelles de plans.

La scénographie est augmentée par des barres lumineuses qui permettent de souligner ses arrêtes, d'affirmer sa structure, mais également de bouleverser régulièrement sa morphologie.

Quelques éléments mobiliers et accessoires de jeu offrent des supports aux gestes, de multiples postures, individuelles et collectives, et des bribes figuratives permettant d'ancrer un contexte spatio-temporel plus précis, une dimension plus documentaire.

Dans un même temps, le recours aux monochromes, orangé à jardin – vert à cour, et l'éclatement des murs, déréalisent toute tentative de projection naturaliste.

Un panneau panoramique suspendu, évoquant une enseigne urbaine, surplombe l'espace scénique et sert de support à la projection vidéo ; il est complété par un tulle jouant à la fois le rôle de membrane architecturale et d'écran.

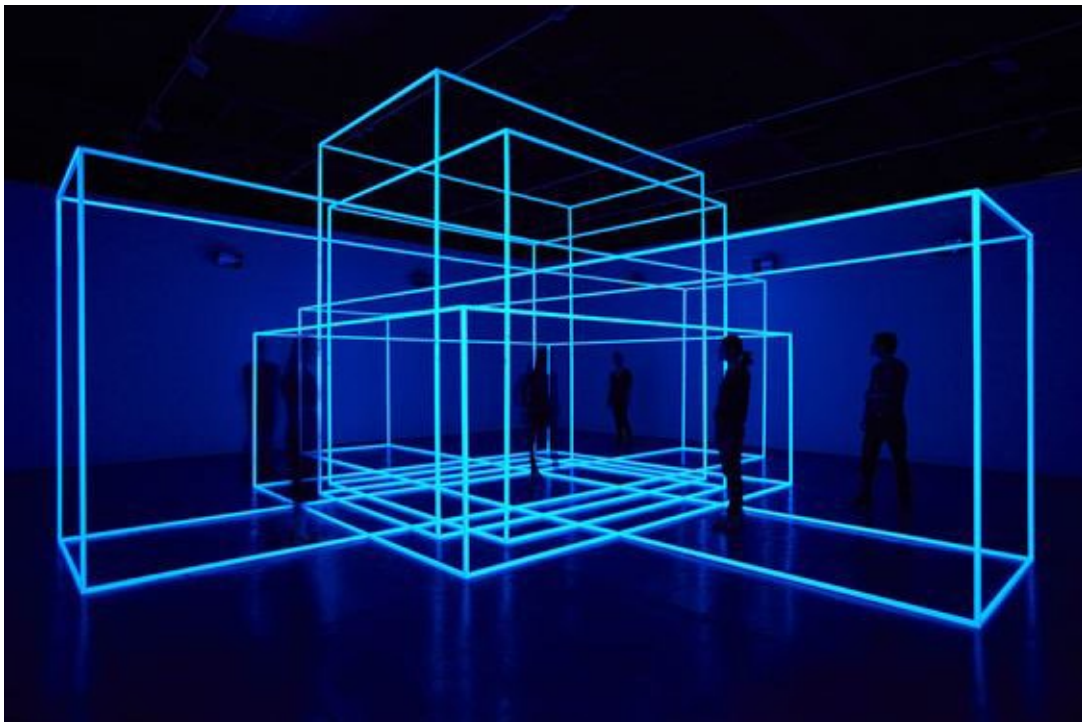
Ainsi architecture, lumière et projection vidéo se confondent, troublent les limites du plateau, empruntent au registre cinématographique ses notions de cadrages, de fondu... et offrent des tableaux composites en mouvement.

Outre la collaboration artistique et les intentions dramaturgiques, la conception d'un tel espace scénique est dictée par les contraintes à l'œuvre, notamment le volume de transport et le temps de montage. Le cahier des charges techniques et budgétaire devient donc canevas et moteur de création. On privilégiera des panneaux et du mobilier démontables et empilables, des textiles légers, et on veillera à ce que l'ensemble n'excède pas le chargement utile du camion. On pensera également le montage de sorte à ce qu'il ne réclame aucune compétence spécifique, qu'il relève d'un assemblage, à la manière d'un jeu de construction. Enfin, il faudra considérer chaque lieu de tournée : dans ce type de démarche, ils ne sont pas nécessairement de taille identique et il faudra donc veiller à ce que le dispositif soit autonome, autoportant, et s'insère aisément dans chaque salle.

La scénographie s'esquisse donc en collaboration avec l'ensemble des acteurs du projet à la croisée de la création artistique et de l'ingénierie scénique.

Matériaux d'inspiration





Sculpteur Antony Gormley





VIII- BIBLIOGRAPHIE

Films

Collectif Mohamed, *Qui a tué Kader ?*

Lola Vieira, *Mémoire Bleue*

La saga du mouvement beur documentaire, Agence IM'média

Rock Against Police, Nabil Djedouani, 2019

De cendres et de braise, Manon Ott, 2018

Compter sur ses propres forces, Film Militant, 1972

Les marcheurs, Chroniques des années beurs, Samia Chala

Minguettes 1983, Paix sociales ou pacification, Agence IM'média

Rembob'INA, *La Marche des Beurs de 1983*

FAKIR, *Quand la gauche a basculé à droite*, présenté par François Ruffin

Ouvrages

Mogniss H. Abdallah, *Rengainez, on arrive !*, Libertalia

Ahmed Boubeker, Abdellali Hajjat, *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, France, 1920-2008, Ed. Amsterdam

Des « marcheurs » de 1983 aux « émeutiers » de 2005 : deux générations sociales d'enfants d'immigrés, Stéphane Beaud et Olivier Masclet - Revue Annales : histoire, sciences sociales, 2006

Beaud Stéphane, Pialoux Michel, *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard, 2013.

Bouزيد, *La marche, les carnets d'un marcheur*, Actes-Sud, 2013

Rachida Brahim, *La Race tue deux fois, une histoire des crimes racistes (1970-2000)*, Ed. Sylepse

Genneviève Clancy et Philippe Tancelin, *Les Tiers idées, Pour une esthétique de combat*, L'harmattan

Christian Delorme, *La marche*, Editions Bayard, 2013

Pierre Favier, Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, Editions du Seuil

Vincent Gay, *Pour la dignité, ouvriers immigrés et conflits sociaux dans les années 1980*, PUL

Fausto Guidice, *Arabicides, Une chronique française, 1970-1991*, La Découverte

Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Ed. Amsterdam

Ingrid Hayes, *Radio Lorraine cœur d'acier, 1979-1980*, Sciences Po Presses,

Thierry Lefebvre, *La Bataille des radios libres, 1977-1981*, Nouveau monde ed.

Thierry Lefebvre, *François Mitterrand, pirate des ondes, L'affaire radio Riposte*, Le Square éditeur

Adèle Momméja, *Les enfants d'immigrés au temps du droit à la différence. Socio-histoire d'une politique compassionnelle*, Thèse dirigée par Stéphane Dufoix, Université Paris Nanterre.

Rachid Taha, avec Dominique Lacout, *Rock la casbah*, Flammarion

1983, le tournant médiatique, Revue Hommes et migrations, numéro 1313

Podcast / Doc Sonores

Une histoire du Mouvement des Travailleurs arabes, La Série Documentaire, France culture

Rock against Police, des lascars s'organisent, podcast en 6 épisodes, rapdocsonore.org

Rachid Taha, *Français tous les jours, algérien pour toujours*, France Inter

Rachid Taha, *Chanteur Crossover*, France Culture

Roland Castro le lien et le lieu, Banlieue 89, Ecrire un nouveau récit urbain, France Culture

1964-1983, Les pirates des ondes, France culture